



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

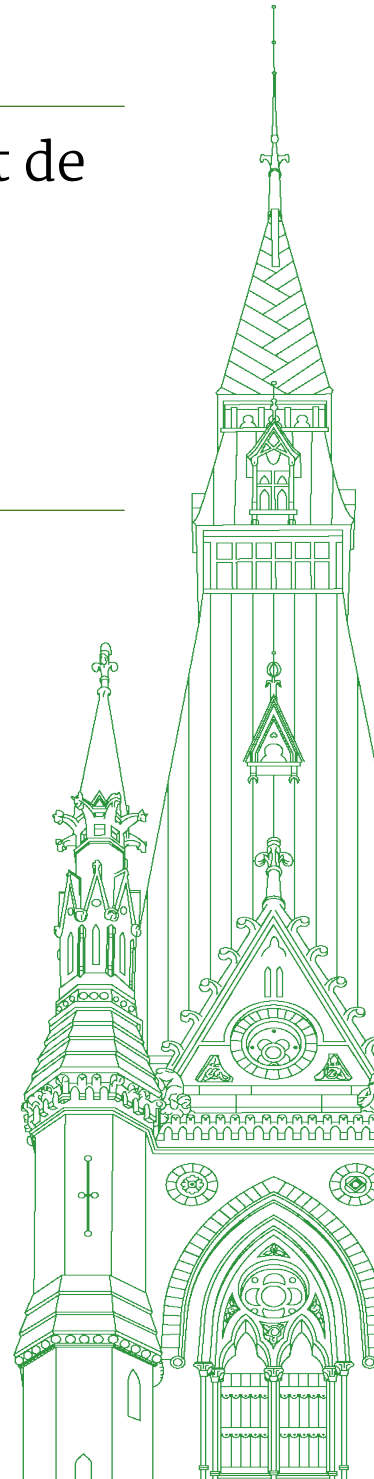
TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 021

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le lundi 30 mai 2022

Président : M. Kody Blois



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le lundi 30 mai 2022

• (1100)

[Français]

Le président (M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bonjour à tous. Je vous souhaite la bienvenue à la 21^e réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Je vais commencer par faire quelques rappels.

La réunion d'aujourd'hui se déroule dans un format hybride, conformément à l'ordre par la Chambre le 25 novembre 2021.

Les délibérations seront diffusées sur le site Web de la Chambre des communes. À titre d'information, la webdiffusion montrera toujours la personne qui parle plutôt que l'ensemble du Comité.

Je rappelle qu'il est interdit de faire des captures d'écran ou de prendre des photos de votre écran.

[Traduction]

Pour les gens qui sont dans la salle, nous continuerons de respecter l'ordre établi par le Bureau de régie interne en ce qui concerne les protocoles sanitaires.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le lundi 31 janvier 2022, le Comité reprend son étude de l'apport environnemental du secteur agricole. Nous recevons un groupe de témoins pendant une heure aujourd'hui, avant de passer à l'étude des travaux du Comité.

Dans la salle, du Conseil canadien du canola, nous avons Jim Everson, qui est le président. Monsieur Everson, nous sommes ravis que vous soyez ici en personne.

Du Beef Cattle Research Council, nous accueillons Andrea Brocklebank, directrice exécutive, et Reynold Bergen, directeur scientifique. Merci à vous deux d'être en ligne.

De Perennia Food and Agriculture Inc., nous recevons Jennifer Haverstock, directrice de l'Horticulture, et Rosalie Gillis-Madden, gestionnaire technique du Fonds d'action à la ferme pour le climat. Permettez-moi de dire, en tant que député de la Nouvelle-Écosse, merci à Perennia de tout l'excellent travail que vous faites. Nous sommes ravis de vous voir à l'écran.

J'aimerais également souligner la présence de M. Chiang, qui se joint à nous aujourd'hui. Bienvenue au Comité de l'agriculture. Nous espérons que vous passerez un bon moment à notre comité.

Nous avons cinq minutes pour la déclaration liminaire de chacun des partis.

Je demanderais à Mme Andrea Brocklebank et à M. Reynold Bergen de commencer, pour cinq minutes, s'il vous plaît.

Mme Andrea Brocklebank (directrice exécutive, Beef Cattle Research Council): Merci de nous donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui. Je suis Andrea Brocklebank, et je suis accompagnée aujourd'hui par M. Reynold Bergen. Nous représentons tous les deux le Beef Cattle Research Council.

L'industrie canadienne du bœuf contribue grandement à l'atteinte des objectifs environnementaux du Canada. Les prairies canadiennes séquestrent les émissions de carbone de plus de trois millions de voitures par an, bénéficient de la biodiversité et produisent des protéines de haute qualité à partir de terres et d'aliments de faible qualité qui ne peuvent souvent pas être utilisés par les humains. En 2011, la production d'un kilogramme de bœuf canadien a généré 15 % moins de gaz à effet de serre et utilisé 17 % moins d'eau qu'en 1981. Dans cette optique, l'industrie du bœuf a fixé des objectifs ambitieux en matière de durabilité pour 2030, notamment une réduction de 33 % des émissions de gaz à effet de serre, la séquestration de 3,4 millions de tonnes de carbone supplémentaires par année et la préservation des prairies restantes et des services écosystémiques qu'elles soutiennent.

Les activités en matière de recherche et d'innovation axées sur l'industrie sont essentielles pour atteindre ces objectifs. En voici quelques exemples. Les feux de forêt sont destructeurs pour la faune, les humains et l'économie, et ils libèrent d'énormes quantités de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. L'équipe de M. Fraser, de l'Université Thompson Rivers, étudie comment l'exploitation en bandes et l'intégration du fourrage, du bétail et des arbres peuvent accroître la croissance du fourrage et des arbres tout en réduisant les risques d'incendie. L'alternance de bandes fourragères augmente la diversité végétale, produit davantage de fourrage pour le bétail et la faune, tend à séquestrer davantage de carbone et constitue un coupe-feu. Le récent documentaire intitulé *Too Close to Home* montre que le bétail est de plus en plus considéré comme un moyen de réduire le risque de feux de forêt.

Les grandes plaines du Nord sont l'un des écosystèmes les plus menacés au monde. Conservation de la nature Canada estime que plus de 70 % des prairies canadiennes ont été perdues au profit de la culture, de l'urbanisation et de l'exploitation. En Alberta, 83 % des prairies d'origine ont disparu et au Manitoba, 99 % de l'écosystème de la prairie à herbes hautes a disparu. Les prairies restantes survivent grâce au bétail.

Une étude de l'Alberta Biodiversity Monitoring Institute a révélé que la majorité des oiseaux et des mammifères se portent aussi bien, voire mieux, dans les pâturages bovins que dans un milieu naturel. Les animaux sauvages ont besoin de se déplacer et la disparition des prairies détruit leurs corridors naturels. Une autre étude révèle comment la conversion continue des pâturages en terres cultivées va lentement évincer la faune du sud et du centre de l'Alberta jusqu'à ce qu'il ne reste qu'un étroit corridor le long du versant est des montagnes Rocheuses.

Il est important de comprendre ces répercussions pour élaborer des politiques qui encouragent les producteurs à préserver ces écosystèmes, qui font bien plus que retenir de grandes quantités de carbone dans le sol.

L'industrie s'emploie également à quantifier les avantages environnementaux de l'utilisation du bétail pour recycler les déchets alimentaires et les déchets d'aliments pour animaux. L'augmentation de la productivité des aliments pour animaux et du fourrage renforce la durabilité des producteurs et la séquestration du carbone. Les additifs alimentaires et d'autres technologies de santé animale sont essentiels pour accroître la productivité tout en réduisant notre empreinte écologique.

Pour maintenir cette dynamique et accélérer les améliorations futures, il faudra investir dans la recherche et la vulgarisation. L'innovation est un processus de longue haleine. Il faut du financement continu à long terme. Notre industrie le comprend et a plus que quadruplé ses investissements dans la recherche par l'entremise de prélèvements pour le bœuf canadien, mais le partenariat gouvernemental est essentiel.

Le gouvernement fédéral a lancé plusieurs programmes de recherche liés aux objectifs climatiques du gouvernement. C'est positif, mais l'ajout de programmes à court terme aux priorités diverses ne compense pas la baisse des investissements dans la recherche appliquée à long terme. Malgré le succès des grappes agro-scientifiques, le financement fédéral a été réparti sur un plus grand nombre de secteurs. La demande a augmenté, mais pas le financement. Les ratios de financement entre le gouvernement et l'industrie ont diminué, ce qui réduit le nombre de projets que l'industrie peut soutenir pour faire avancer nos objectifs communs.

Les programmes actuels de financement de la recherche sont de cinq ans ou moins, mais il faut souvent beaucoup plus de temps pour parvenir à une application pratique ou à une technologie prête à être commercialisée. Les projets à court terme ne sont pas toujours facilement renouvelés en raison des changements de priorités dans le financement. Cela nuit considérablement à la collecte de données à long terme nécessaire à l'élaboration de politiques et de programmes environnementaux judicieux. L'expertise et l'infrastructure de recherche sont également essentielles. En raison des pressions financières, les universités ne remplacent pas les chercheurs qui partent à la retraite, ce qui laisse des lacunes dans notre capacité. Le financement institutionnel de base pour l'agriculture doit être rajeuni afin d'embaucher des chercheurs et de soutenir l'infrastructure.

J'aimerais faire un résumé pour conclure. L'industrie canadienne du bœuf contribue grandement à l'atteinte des objectifs environnementaux du Canada, mais nous devons nous concentrer sur le maintien des prairies existantes, sur l'évaluation appropriée des services écosystémiques fournis et sur l'amélioration de la durabilité globale de l'industrie.

La recherche et l'innovation dirigées par l'industrie sont essentielles pour aborder tous ces éléments et atteindre les objectifs fixés par le gouvernement et l'industrie pour 2030. Il faudra pour cela que le gouvernement et l'industrie investissent davantage dans la capacité de recherche, l'infrastructure et le financement de programmes cohérents à plus long terme.

Merci.

• (1105)

[Français]

Le président: Merci, madame Brocklebank.

Monsieur Everson, vous avez la parole pour cinq minutes.

[Traduction]

M. Jim Everson (président, Conseil canadien du canola): Merci beaucoup.

Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité, de recevoir le Conseil du canola aujourd'hui. Je suis Jim Everson, président du Conseil canadien du canola.

Le Conseil, comme vous le savez sans doute, englobe tous les aspects de la chaîne de valeur — tous les producteurs de canola, les transformateurs, les exportateurs et autres. Ils travaillent ensemble à la croissance de l'industrie. Cette industrie représente 30 milliards de dollars pour l'économie canadienne et est la culture de champ la plus précieuse que les agriculteurs canadiens produisent.

Permettez-moi de commencer par dire que pour qu'une discussion sur la contribution environnementale de l'agriculture ait lieu, il faut reconnaître la relation avec les deux autres piliers du volet de la durabilité — l'aspect économique et l'aspect social — et aussi reconnaître que ces piliers ne sont pas mutuellement exclusifs, mais interdépendants. Le canola et ses systèmes de production font partie d'un écosystème agricole sain qui a évolué et qui continue d'évoluer pour favoriser la biodiversité, séquestrer le carbone et produire plus de canola par acre que jamais auparavant. Notre plan stratégique actuel et d'autres efforts que nous entreprenons en tiennent compte. Ces efforts comprennent la reconnaissance des éléments suivants.

Le premier est la santé des sols et de l'eau. Le sol est évidemment une ressource essentielle pour l'agriculture. La préservation de la couche arable permet non seulement de retenir la matière organique, mais aussi de stocker davantage de carbone en toute sécurité dans la terre et de maintenir la terre fertile, productive et rentable pour les agriculteurs. Comme le canola a remplacé les jachères dans les Prairies et a contribué à l'adoption du travail de conservation du sol, des centaines de millions de tonnes de terre arable et de matières organiques sont préservées, tout comme le carbone et les nutriments qui y sont stockés.

En plus d'être bénéfique pour la santé des sols et de l'eau, le canola contribue aussi à réduire les émissions de gaz à effet de serre, ou GES. Grâce à son potentiel de séquestration du carbone, l'agriculture a été considérée comme le secteur économique ayant le plus grand potentiel à court terme pour atténuer les GES par la cinquième évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Des pratiques agricoles responsables permettent aux agriculteurs canadiens de séquestrer 11 millions de tonnes de GES dans leurs champs chaque année. Environ 70 % de tout le carbone séquestré par les grandes cultures canadiennes est attribuable au canola.

Tandis que nous nous employons à augmenter les rendements des récoltes et à accroître notre productivité conformément à notre plan stratégique, le canola a le potentiel de capturer et de séquestrer une quantité supplémentaire importante de carbone à l'avenir. C'est un excellent exemple où l'économie et l'environnement vont de pair. L'efficacité de l'utilisation des terres consiste à produire plus de nourriture à partir de la même quantité de terres déjà cultivées. En adoptant des caractéristiques génétiques de pointe, notamment la tolérance aux herbicides et la résistance aux maladies, ainsi que des innovations en matière de protection des cultures et de gestion des nutriments, les agriculteurs canadiens sont en mesure de produire plus de canola par acre tout en conservant la même empreinte sur les terres agricoles. En fait, l'industrie du canola a pour objectif de réduire de 40 % la superficie des terres nécessaires à la production d'une tonne de canola.

Nous réduisons également la consommation d'énergie grâce à des innovations dans la machinerie et les pratiques agronomiques, et nous protégeons la biodiversité grâce à la présence d'un éventail d'insectes vraiment bénéfiques dans le couvert du canola. En tant qu'industrie innovante et tournée vers l'avenir, nous reconnaissons que les innovations nous donneront l'occasion de produire du canola de manière encore plus durable à l'avenir.

Les innovations et les nouveaux éléments en matière de politique ont également positionné le canola canadien comme un important fournisseur de solutions climatiques pour d'autres secteurs de l'économie. L'élaboration et l'achèvement des règlements sur les carburants propres par le gouvernement canadien étant presque terminés, il existe une possibilité importante pour le canola d'être une matière première de choix pour le marché canadien des biocarburants, ce qui aidera à réduire les émissions dans le secteur des transports, le secteur de notre économie qui émet le plus de gaz à effet de serre. Cela permettra à la fois de réduire les émissions et de cimenter la position du Canada dans le domaine de la transformation et des carburants renouvelables.

Cela dit, un certain nombre de facteurs doivent éclairer nos efforts et nos travaux en cours.

Premièrement, il faut reconnaître que les signaux de la demande de graines, d'huile ou de tourteau de canola sont très forts dans un avenir prévisible. Par conséquent, même si nous restons déterminés à en faire encore plus, la réalité est que le monde veut et a besoin de plus de canola. Il faut que les producteurs, l'industrie et le gouvernement travaillent en partenariat pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et énergétique tout en réduisant et en améliorant continuellement le rendement des objectifs environnementaux. Nous devons également reconnaître que si les pratiques agricoles sont un élément important de ces efforts de réduction des émissions, elles ont leurs limites.

Deuxièmement, le partenariat devrait mettre l'accent sur des investissements judicieux et des incitatifs, et non sur la réglementation des outils de production sur lesquels les agriculteurs comptent, comme les engrais et les produits de protection des cultures sûrs et hautement réglementés. Comme dans tous les secteurs de l'économie canadienne, la transition vers une économie carboneutre en agriculture sans émission nette de carbone en agriculture est une transformation majeure. Les producteurs canadiens ont besoin d'être soutenus dans cette démarche, et non pas désavantagés.

• (1110)

Troisièmement, il faut reconnaître que le secteur canadien des céréales et des oléagineux dépend du maintien de sa compétitivité sur les marchés mondiaux. Quatre-vingt-dix pour cent de la production canadienne de canola est destinée à l'exportation. Pendant que le Canada prend des mesures pour améliorer les résultats environnementaux, nous devons le faire sans ajouter des coûts qui rendent nos produits de première qualité moins compétitifs.

Merci, monsieur le président. Je vois que vous me faites un signe de la tête, alors je vais poursuivre et céder la parole au prochain intervenant.

[Français]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Everson.

J'invite maintenant Mme Haverstock ou Mme Gillis-Madden à prendre la parole pour cinq minutes, s'il vous plaît.

[Traduction]

Mme Jennifer Haverstock (directrice, Horticulture, Perennia Food and Agriculture Inc.): Bonjour, monsieur Blois et mesdames et messieurs les membres du Comité. Merci de l'invitation à comparaître aujourd'hui.

Perennia Food and Agriculture est un organisme de développement provincial qui a pour mission de soutenir la croissance, la transformation et le développement économique de l'agriculture, du secteur des fruits de mer et du secteur des aliments et des boissons. Des solutions pratiques appliquées et l'échange de renseignements avec les agriculteurs dans les champs, dans leurs granges et dans leurs serres figurent parmi les principaux moyens de remplir cette mission.

Comme on l'a mentionné, je suis Jennifer Haverstock. Je suis une conseillère agricole certifiée et une agronome professionnelle. J'ai commencé à travailler chez Perennia en tant que spécialiste des petits fruits il y a de cela six ans, et je suis maintenant la gérante de l'horticulture.

Je suis accompagnée aujourd'hui de Rosalie Gillis-Madden, aussi conseillère agricole certifiée et agronome professionnelle, qui travaille comme spécialiste des légumes depuis sept ans. Récemment, l'entreprise Perennia a été sélectionnée pour être un partenaire chargé de la prestation du Fonds d'action fédéral à la ferme pour le climat en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador. Mme Gillis-Madden a accepté le nouveau rôle chez Perennia de gestionnaire de projet technique pour ce programme.

Je tiens à souligner aujourd'hui que je me joins à vous depuis la belle vallée de l'Annapolis en Nouvelle-Écosse, située sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple mi'kmaq, qui a été le gardien de ces terres pendant des siècles.

Le savoir et la passion de l'équipe agricole composée de 25 membres de Perennia sont axés sur le maintien et la progression de nos exploitations. Nous sommes en mesure d'accomplir ce travail grâce à l'engagement de notre province à soutenir notre industrie agricole depuis 20 ans. Nous répondons aux questions techniques des producteurs, nous travaillons avec eux pour élaborer des stratégies de gestion intégrée, nous mettons à l'essai de nouvelles méthodes de production et de nouvelles variétés de cultures et nous offrons de l'éducation et de la formation aux agriculteurs de toute la province. Nous jouons également un rôle clé en tant qu'intermédiaire entre le gouvernement et l'industrie sur les défis et les occasions de la production agricole.

Le Canada atlantique est unique, avec des conditions humides, des sols acides et de nombreux microclimats. Nous avons un paysage agricole mixte diversifié où il est très courant de voir une exploitation avicole d'envergure à côté d'un vignoble et d'une petite ferme maraîchère. Les agriculteurs de la Nouvelle-Écosse ont su tirer le meilleur parti de notre climat et de nos ressources terrestres. Les zones de terres fertiles soutiennent une industrie horticole dynamique. Les bleuets sauvages poussent en abondance sur les terres marginales et les terres moins arables sont souvent idéales pour le fourrage et le bétail.

Les agriculteurs de la Nouvelle-Écosse se soucient de l'environnement et veulent adopter des pratiques qui peuvent les aider à être plus résilients face aux changements climatiques. La hausse généralisée des coûts, des aliments pour animaux aux engrais en passant par le carburant, peut rendre difficile pour les agriculteurs d'investir dans ces nouvelles pratiques agricoles durables.

Les producteurs sont les gardiens de la terre, mais ils sont aussi des entrepreneurs, et les spécialistes de Perennia ont travaillé d'arrache-pied pour aider les producteurs à comprendre comment les pratiques de gestion bénéfiques peuvent assurer la durabilité environnementale et économique. Nous avons travaillé dur pour transmettre le message qu'une gestion améliorée des nutriments signifie que la fertilité appliquée va directement à l'alimentation des cultures, ce qui donne aux agriculteurs un meilleur rendement de leur investissement. Elle réduit également les émissions de gaz à effet de serre et le lessivage dans l'environnement.

Nous démontrons aux producteurs que les cultures de couverture vont au-delà de l'avantage environnemental que représente la séquestration du carbone. Elle améliore la santé des sols, renforce leur résilience, permet de lutter contre l'érosion et améliore la capacité de rétention d'eau. Nos spécialistes travaillent également avec les producteurs pour mettre en oeuvre des plans de pâturage en rotation, qui se traduisent par une amélioration de la qualité du fourrage et une réduction des émissions de méthane générées par le bétail, et qui contribuent à des pâturages plus résilients et à une meilleure santé du bétail en général.

Bien que des progrès aient été réalisés pour s'adapter aux changements climatiques grâce à la recherche dans les exploitations, aux essais sur le terrain d'approches de gestion intégrée et à la conception de nouveaux outils technologiques destinés à être utilisés dans les exploitations, il reste encore beaucoup à faire.

Pour que les agriculteurs de la Nouvelle-Écosse puissent atténuer les effets des changements climatiques et s'y adapter, il faut tenir compte des conditions uniques auxquelles nos producteurs sont confrontés. Voici ce dont ils ont besoin: des politiques et des programmes axés sur le Canada atlantique qui permettent aux exploitations agricoles d'investir plus facilement dans des pratiques de pro-

duction durables; de nouveaux investissements dans les technologies qui guident les décisions quotidiennes sur la production et les intrants; et un accès continu à des services de vulgarisation sur appel ainsi qu'à des recherches et à des conseils propres à la région.

Il a été démontré que l'adoption de pratiques de gestion bénéfiques augmente lorsque les agriculteurs comprennent les principes et ont vu les pratiques mises en oeuvre dans l'exploitation de leur voisin et lorsque les avantages économiques sont clairs. C'est ce que nous nous efforçons de faire chez Perennia. Permettre une prise de décision éclairée est au coeur des services de recherche et de vulgarisation que nous fournissons aux agriculteurs de la Nouvelle-Écosse et constitue la clé d'une industrie agricole durable.

Nous avons hâte de continuer à travailler avec le gouvernement, les organisations de l'industrie et les producteurs pour veiller à ce que l'industrie agricole soit reconnue et soutenue face aux changements climatiques et pour assurer une sécurité alimentaire durable. Le secteur agricole joue un rôle important en tant que gardien de l'environnement.

Merci du temps que vous nous accordez aujourd'hui.

• (1115)

Le président: Merci, mesdames Haverstock et Gillis-Madden.

Nous allons maintenant passer aux questions, mais je veux reconnaître que Mme Valdez m'a fait savoir que nous avons quelques stagiaires du programme de stages Canada-Philippines. Ils sont au fond de la salle et suivent les débats d'aujourd'hui.

Bienvenue sur la Colline et bienvenue au Comité de l'agriculture.

Nous allons commencer. Monsieur Barlow, la parole est à vous, pour six minutes.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Bienvenue à nos stagiaires. J'espère que cette journée sera riche en enseignements.

Je veux commencer par Mme Brocklebank et M. Bergen. Merci beaucoup d'être ici aujourd'hui.

Vous avez parlé d'innovations et technologies émergentes dans le secteur de l'élevage bovin. Au Comité, il a déjà été question de l'additif alimentaire 3-NOP, dont l'utilisation a été approuvée par les États-Unis et même l'Union européenne, mais le processus d'approbation semble s'éterniser au Canada, possiblement en raison de critères très différents pour l'analyse de l'utilisation du produit.

Je crois comprendre qu'il a été testé dans des parcs d'engraissement du sud de l'Alberta, comme vous le savez probablement, madame Brocklebank. Il peut réduire les émissions de méthane jusqu'à 80 %. Pour l'industrie, qu'est-ce que cela changerait si ce produit était approuvé dans les plus brefs délais et pouvait être utilisé au Canada?

Mme Andrea Brocklebank: Pour confirmer, je pense que cela permet une réduction de 30 % des émissions de gaz à effet de serre. Est-ce exact, monsieur Bergen?

M. Reynold Bergen (directeur scientifique, Beef Cattle Research Council): Cela dépend beaucoup du régime alimentaire, mais c'est une réduction d'au moins 30 % allant jusqu'à 80 % dans certains cas.

Mme Andrea Brocklebank: Les additifs alimentaires font partie des aspects examinés par l'industrie, et je dirais que le 3-NOP est l'une des solutions les plus faciles. Il a été approuvé dans certains pays d'Amérique du Sud et ailleurs, d'abord principalement dans l'industrie laitière, mais aussi dans l'industrie bovine.

Nous sommes certainement conscients de son potentiel, et une de nos principales recommandations, c'est que le gouvernement se penche sur l'accélération des processus d'approbation. Le Canada est un petit marché, dans bien des cas, et certains nouveaux produits doivent faire l'objet d'une déclaration environnementale, étant donné qu'il ne s'agit ni de produits de santé pour animaux ni d'aliments du bétail, mais de produits qui servent uniquement à réduire les émissions dans l'environnement.

Il est essentiel de rationaliser notre processus d'approbation pour encourager ces entreprises à faire une demande d'approbation, étant donné les coûts plutôt élevés du processus, car nous avons fait des recherches sur ces produits au Canada.

En outre, il convient de souligner que malgré leurs importants avantages pour l'environnement, certains additifs qui arrivent sur le marché n'offrent pas nécessairement d'avantages du point de vue de la production. Nous devons travailler avec le gouvernement pour trouver des façons d'inciter les producteurs à adopter ces additifs même s'ils n'offrent pas d'avantages directs pour leur exploitation. En effet, les producteurs ont eu de nombreux défis à relever ces dernières années, notamment les sécheresses et l'augmentation des coûts, et malgré les avantages certains de ces produits et l'intérêt des producteurs à leur égard, leur priorité actuelle est leur survie. Les inondations touchent actuellement une grande partie des Prairies et d'autres régions.

• (1120)

M. John Barlow: Merci, madame Brocklebank. Je vous suis reconnaissant de cette réponse.

Nous avons aussi discuté du documentaire intitulé *Guardians of the Grasslands*, qui fournit d'excellentes informations.

En regardant ce documentaire, j'ai notamment appris qu'une expérience avait mal tourné lorsqu'on a retiré le bétail, par exemple. Je crois que c'était à Cypress Hills, en Saskatchewan. On entend constamment dire qu'éliminer l'industrie de l'élevage et manger moins de viande est une façon de réduire les émissions. Pouvez-vous parler de ce qui s'est passé lorsqu'on a retiré le bétail de certaines prairies et de certains pâturages?

On parle de prairies qui abritent 60 espèces en péril et qui sont l'un des écosystèmes les plus menacés de la planète. Pouvez-vous parler de l'incidence du pâturage sur la santé des sols de ces prairies, en particulier?

M. Reynold Bergen: Oui, certainement. Je peux essayer de répondre à cette question.

Il y a deux ou trois effets qui ne sont pas propres à cette région. Nous les avons aussi observés de l'autre côté de la frontière, en Alberta, après le retrait du bétail, lorsqu'Agriculture Canada a abandonné la station de recherche de Onefour. Une des principales préoccupations était qu'en l'absence de bétail, le fourrage s'accumule, entraînant ainsi une augmentation considérablement du risque de feux de prairie. C'était une préoccupation majeure pour les gens de la région. Le risque d'intensification des incendies est une des principales préoccupations. Cela nous ramène aux commentaires précé-

dents Mme Brocklebank sur la réduction des feux en Colombie-Britannique et le rôle du bétail à cet égard.

En outre, les espèces tendent à s'adapter à leur environnement, ce qui signifie qu'à mesure que l'environnement évolue, certaines espèces deviennent prédominantes et d'autres se déplacent. Pour répondre à votre question, nous avons constaté qu'en l'absence de pâturage, certaines espèces très menacées comme la chevêche des terriers, l'antilocapre et d'autres délaissent leurs aires de prédilection, car elles ont besoin que l'herbe soit coupée pour voir leurs prédateurs. Lorsque l'herbe est haute, les prédateurs peuvent s'approcher et manger les chevêches des terriers. C'est ainsi; il y a des gagnants et des perdants.

M. John Barlow: Je vous remercie de la réponse. J'ai peut-être le temps de poser une dernière question.

J'espère qu'on mettra l'accent sur la recherche et l'innovation lors des nouvelles négociations sur la PAC. Quels sont, du point de vue du Beef Cattle Research Council, les domaines clés de la recherche et de la vulgarisation sur lesquels on devrait se concentrer à l'avenir?

Mme Andrea Brocklebank: La date du 1^{er} avril 2023 approche. Donc, à ce moment-ci, il est assez important d'assurer la continuité des programmes de recherche, car les lacunes en recherche se traduisent par la perte de techniciens, la perte d'un grand nombre d'étudiants et même la perte d'essais annuels qui doivent commencer au printemps, etc. Notre plus grande priorité est d'assurer le renouvellement des programmes. Le programme des grappes scientifiques est un des principaux programmes importants, mais l'enveloppe budgétaire de ce programme n'a malheureusement pas augmenté au fil des ans, malgré l'augmentation du nombre de grappes. Cela signifie qu'il y a de plus en plus de règles précises sur les activités pour lesquelles nous pouvons demander du financement.

Je dirais, dans ce cas, que nous travaillons avec acharnement pour veiller à couvrir un large éventail de domaines grâce au financement de l'industrie et à la stratégie très claire que nous avons adoptée, comme d'autres secteurs, notamment celui du canola, car il n'y a pas de solution magique pour faire progresser l'industrie. Il s'agit d'un ensemble de changements graduels.

Le président: Merci, madame Brocklebank.

Nous passons maintenant à M. Turnbull.

Je crois savoir que vous partagerez votre temps avec Mme Valdez. Je tâcherai donc de vous faire signe à peu près à mi-chemin.

M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins de leur présence aujourd'hui.

J'ai beaucoup aimé la déclaration préliminaire de Mme Haverstock, et j'ai probablement quelques questions pour Mme Gillis-Madden.

J'ai aimé vos commentaires, en particulier sur le fait que les agriculteurs sont à la fois les intendants de la terre et des propriétaires d'entreprise. Je pense que nous reconnaissons tous le rôle que pourraient jouer nos exploitants agricoles dans toutes les facettes de la lutte contre les changements climatiques, mais leur modèle d'affaires a subi des pressions considérables ces dernières années et en subit encore plus aujourd'hui.

Madame Gillis-Madden, j'aimerais en savoir davantage sur l'aide que vous avez apportée aux agriculteurs de la Nouvelle-Écosse pour accéder au Fonds d'action à la ferme pour le climat en vue de mettre en œuvre des pratiques nouvelles et plus durables. D'après votre expérience, quel est l'intérêt des agriculteurs pour l'adoption de ces pratiques? Diriez-vous que nous sommes à l'étape de l'adoption précoce ou que la communauté agricole dans son ensemble est impatiente d'adopter ces pratiques plus durables?

La parole est à vous, madame Gillis-Madden.

• (1125)

Mme Rosalie Gillis-Madden (gestionnaire technique, Fonds d'action à la ferme pour le climat, Perennia Food and Agriculture Inc.): Les producteurs ont un intérêt manifeste pour l'adoption de ces pratiques exemplaires de gestion, notamment les cultures de couverture, la gestion de l'azote et le pâturage en rotation.

Beaucoup d'agriculteurs ont déjà adopté ces pratiques exemplaires de gestion, et le financement du Fonds d'action à la ferme pour le climat est uniquement destiné à ceux qui commencent à adopter ces meilleures pratiques de gestion. Donc, on observe une certaine hésitation chez les agriculteurs qui le font déjà, car ils ont l'impression d'être un peu laissés pour compte pour ce programme de financement, mais cela suscite certainement un grand intérêt. Chez Perennia, nous en faisons la promotion depuis des années. Nous sommes très heureux de voir que ce financement favorise l'adoption de certaines de ces pratiques.

M. Ryan Turnbull: Selon vous, comment le gouvernement fédéral pourrait-il contribuer à accélérer l'adoption de ces nouvelles pratiques plus durables?

Mme Rosalie Gillis-Madden: Je pense que c'est en grande partie une question d'éducation. Les agriculteurs veulent faire ce qu'il faut, mais c'est une question de temps; il faut comprendre le rôle du temps dans leur modèle d'affaires, leur exploitation agricole. Par exemple, nous savons tous que les cultures de couverture sont une excellente chose, mais comment peut-on les intégrer dans la rotation des cultures? Quand peut-on faire l'ensemencement, et jusqu'à quelle date? Quel est le taux d'ensemencement? Dans quelle quantité de résidus peut-on planter? Voilà les questions pratiques dont les agriculteurs devront faire l'expérience pour atteindre leurs objectifs liés aux cultures de couverture.

M. Ryan Turnbull: Je vous remercie de cette réponse. J'ai aimé votre commentaire au sujet de votre organisme et de son rôle pour la promotion de la prise de décisions éclairées. Je pense que c'est ce dont vous parliez.

J'ai une petite question. Selon vous, les services que vous offrez en tant qu'intermédiaire sont-ils des services consultatifs de transition? Pourriez-vous nous parler très brièvement de l'importance de ces services?

Mme Rosalie Gillis-Madden: Je ne suis pas certaine de comprendre la question. Qu'entendez-vous par « services consultatifs de transition »?

M. Ryan Turnbull: Selon d'autres témoins qui ont comparu au Comité, notamment M. Rod MacRae, certains exploitants agricoles ont besoin de services consultatifs pour mettre en œuvre certains résultats de recherche et prendre des décisions plus éclairées. J'ai cru comprendre, d'après la déclaration préliminaire de Mme Haverstock, que c'est exactement le rôle que joue Perennia en Nouvelle-Écosse. Je me demandais simplement si vous pouviez parler de l'importance de ces activités.

Mme Rosalie Gillis-Madden: Oui, c'est effectivement la nature des activités de Perennia. Nous travaillons avec les producteurs pour mettre en œuvre les pratiques exemplaires de gestion dans divers domaines, mais surtout en environnement, et nous cherchons à déterminer ce qui donne les meilleurs résultats pour leurs exploitations et leurs modèles d'affaires.

M. Ryan Turnbull: Merci, monsieur le président. Je cède mon temps de parole à Mme Valdez.

Mme Rechie Valdez (Mississauga—Streetsville, Lib.): Je remercie les témoins de leur présence aujourd'hui.

Mes questions s'adressent à M. Everson.

Votre organisme fait la promotion de l'utilisation de biocarburants à base de canola. Pourriez-vous nous dire quels sont les avantages et quel usage on peut en faire dans le secteur agricole?

M. Jim Everson: Oui. Je vous remercie de la question.

Le canola est essentiellement un produit à faible teneur en carbone. Il est utilisé dans les biocarburants au Canada, en Europe et aux États-Unis depuis un certain nombre d'années, et peut être transformé en carburant diesel. L'huile est transformée en carburant diesel, puis mélangée à du carburant diesel. Ces pays utilisent le canola à cette fin depuis une décennie environ.

L'Environmental Protection Agency des États-Unis, par exemple, vient de terminer une étude sur le canola en vue de son utilisation dans le secteur des carburants renouvelables aux États-Unis. L'organisme a constaté que l'huile de canola peut réduire les émissions de GES de 60 à 70 % par rapport au diesel conventionnel à base de pétrole utilisé dans le secteur du transport. C'est un organisme scientifique américain, un organisme de réglementation, qui a fait ce choix.

Alors que le Canada et d'autres pays mettent l'accent sur les émissions de GES et cherchent des stratégies de réduction des émissions de GES à la fois axées sur les résultats et simples et rapides à mettre en œuvre, le canola peut être utilisé de cette façon dans le secteur du transport alimenté au diesel.

Mme Rechie Valdez: Merci.

Pouvez-vous expliquer comment nous pouvons le rendre plus largement disponible? Je ne suis pas certaine que ce soit le cas actuellement.

M. Jim Everson: Je pense que le Canada progresse en ce sens. Le gouvernement du Canada va de l'avant avec le règlement sur les carburants propres proposé, qui vise à inciter les détaillants de diesel à utiliser la matière première à plus faible teneur en carbone disponible, notamment le canola et plusieurs autres matières premières. D'autres pays suivent la même voie.

Nous nous réjouissons que le gouvernement du Canada aille de l'avant avec le règlement sur les carburants propres, car cela aide non seulement à réduire les émissions de GES, mais aussi à diversifier notre industrie en l'éloignant des marchés d'exportation volatils.

• (1130)

Mme Rechie Valdez: C'est parfait. Merci.

[Français]

Le président: Merci beaucoup, madame Valdez et monsieur Everson.

Monsieur Perron, vous avez la parole pour six minutes.

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Merci beaucoup, monsieur le président.

D'abord, je remercie les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

J'aimerais poser une question aux représentantes de Perennia Food and Agriculture inc. Peut-être Mme Haverstock pourra-t-elle y répondre.

Si je comprends bien, votre organisme sert d'intermédiaire entre le gouvernement et les agriculteurs pour donner des conseils dans le cadre du Fonds d'action à la ferme pour le climat. Je crois beaucoup à l'importance de la décentralisation, parce que chaque entreprise agricole est effectivement une entreprise, et la personne qui est la mieux placée pour savoir quel est le bon moment pour investir, c'est le producteur lui-même.

Pour la suite des choses, quelles seraient vos recommandations au gouvernement concernant les programmes d'aide pour encourager les gens à adopter de bonnes pratiques agricoles?

[Traduction]

Mme Jennifer Haverstock: Je vous remercie de la question.

Je veux juste être certaine d'avoir tout compris. Vous voulez savoir quels programmes nous recommanderions au gouvernement. Est-ce bien cela?

[Français]

M. Yves Perron: En fait, j'ai insisté sur l'importance de décentraliser les fonds, afin que ce ne soit pas un seul programme qui s'applique à toutes les entreprises à l'échelle du Canada. Dans votre intervention, tantôt, vous avez mentionné que la réalité des Maritimes n'était pas la même que celle de l'Ouest canadien ou du Québec.

Avez-vous une recommandation à faire pour que le plus grand pouvoir de décision possible se trouve sur le terrain?

[Traduction]

Mme Jennifer Haverstock: Premièrement, je recommanderais que des consultations auprès des régions, des organismes comme le nôtre et des acteurs de l'industrie soient menées dès le début de l'élaboration de toute politique ou de tout programme afin de s'assurer qu'ils sont adaptés à la région ou au secteur auquel ils sont destinés.

Par exemple, il est possible que les problèmes que nous avons en Nouvelle-Écosse ne soient pas les mêmes qu'ailleurs au pays. En effet, nos sols sont très acides, et le chaulage est un élément clé pour améliorer l'utilisation d'engrais. Il faut optimiser les ressources financières des producteurs consacrées à l'achat d'engrais en veillant à maintenir le pH à un niveau assurant l'efficacité optimale d'utilisation de l'azote.

Il y a d'autres exemples. Au Canada atlantique, notre climat est très diversifié, comme d'autres parties du Canada, mais un des problèmes que nous avons en raison des changements climatiques, c'est que les sols saturés d'eau entraînent une dénitrification importante des sols et les émissions d'oxyde nitreux, un puissant gaz à effet de serre.

À titre d'exemple, étant donné que ce phénomène touche la Nouvelle-Écosse, un des programmes pourrait viser à financer des projets comme le drainage contrôlé. Cela permettrait aux producteurs de drainer facilement leurs champs lors d'épisodes de pluie ou de précipitations abondantes. En outre, ces installations de drainage contrôlé pourraient être utilisées, en périodes de sécheresse — de

plus en plus fréquentes au Canada atlantique et en Nouvelle-Écosse —, pour augmenter la teneur en eau des sols et ainsi tirer le meilleur parti des pratiques d'irrigation et des précipitations.

[Français]

M. Yves Perron: Si l'on établit un programme qui récompense les bonnes pratiques agricoles, croyez-vous qu'il serait important de reconnaître ce qui a déjà été fait par les producteurs?

Plusieurs producteurs ont été des pionniers dans leur domaine. Si l'on instaure un incitatif relatif à de nouvelles pratiques, que fait-on pour ceux qui ont déjà adopté ces pratiques depuis plusieurs années? Il faut que ce soit équitable.

• (1135)

[Traduction]

Mme Jennifer Haverstock: Je vais demander à Mme Gillis-Madden si elle souhaite répondre à cette question.

Mme Rosalie Gillis-Madden: J'y répondrai avec plaisir.

D'autres pays du monde indemnisent les agriculteurs pour les services écosystémiques, notamment la séquestration du carbone. Je suis convaincue qu'il est tout à fait possible, au Canada, d'aider les producteurs à continuer d'assurer une bonne gestion de l'environnement dans leurs exploitations agricoles.

[Français]

M. Yves Perron: D'accord, merci beaucoup.

Ma question s'adresse aux représentants du Beef Cattle Research Council.

Vous avez parlé de l'importance des pâturages pour la captation du carbone, pour la préservation d'espèces menacées et ainsi de suite. On a aussi parlé de l'émission de méthane par le bétail.

À quel point est-ce avantageux de conserver des pâturages sur lesquels il y a du bétail? Avez-vous des chiffres à nous transmettre à cet égard?

[Traduction]

Mme Andrea Brocklebank: Nous comprenons que nous devons continuer à nous efforcer de réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Nous les avons réduites au cours des 30 dernières années et nous avons pour objectif de les réduire encore de 33 % d'ici 2030. L'atteinte de cet objectif dépend en grande partie de l'accroissement de la productivité des prairies: nous devons réussir à produire de plus grandes quantités de bœuf en utilisant non seulement moins d'hectares, mais aussi moins de temps. Cela entraînera une réduction des émissions et de la consommation d'eau. En accroissant la productivité des prairies au moyen de la gestion, des améliorations, de l'utilisation de cultures fourragères et d'autres mesures de ce genre, nous favorisons aussi la séquestration du carbone.

Il n'existe pas de solution universelle. Toutes les solutions présentent des avantages et des inconvénients. Nous reconnaissons que nous devons continuer de tenter de relever les défis auxquels nous faisons face, notamment en ce qui concerne nos émissions. Toutefois, nous avons aussi la possibilité de séquestrer davantage de carbone, ainsi que de protéger les habitats fauniques et la biodiversité.

Il importe également de souligner que nous utilisons beaucoup de zones marginales qui ne devraient pas ou qui ne peuvent pas servir à la production agricole. En plus de produire une protéine de grande qualité sur ces terres, nous nous assurons qu'elles sont entretenues de manière à demeurer saines pour la faune et à apporter d'autres bienfaits, comme la séquestration du carbone. À notre avis, cela devrait être considéré comme une activité complémentaire à d'autres secteurs, par exemple celui des cultures.

[Français]

Le président: Merci beaucoup, madame Brocklebank et monsieur Perron. J'ai ajouté quelques secondes à votre temps de parole, vu les délais d'interprétation.

Monsieur MacGregor, vous avez la parole pour six minutes.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Everson, j'aimerais poursuivre la discussion sur les biocarburants. Je pense qu'il faut ajouter qu'en plus de produire moins d'émissions que le diesel traditionnel, les biocarburants sont neutres en carbone. Les combustibles fossiles émettent du carbone qui a été stocké il y a des millions d'années, tandis que le canola tire parti du carbone produit par le processus naturel de croissance de la plante.

Je crois qu'au Canada, à l'heure actuelle, le diesel doit avoir une teneur minimale en biocarburant de 2 %. Il y a une coopérative de biocarburant dans ma circonscription. Elle offre des mélanges B20, B50 et B100. Étant donné les réalités des changements climatiques, pourquoi nos objectifs ne sont-ils pas plus ambitieux?

M. Jim Everson: Je pense qu'à l'échelle fédérale, la teneur minimale est de 2 %. Les provinces ont différentes exigences. Je pense que le taux est plus élevé en Colombie-Britannique, et ailleurs au Canada aussi. Il est beaucoup plus élevé au Québec, par exemple. Les processus sont différents. C'est une bonne question. D'après moi, l'utilisation de carburants fabriqués à partir d'oléagineux offre d'énormes possibilités sur le plan de la réduction des GES.

M. Alistair MacGregor: Pour notre très petite propriété agricole, ma femme et moi avons décidé d'acheter un modèle plus ancien de camion diesel parce qu'au fil de nos recherches, nous avons découvert que les anciens modèles — le nôtre date de 2002 — de moteurs diesel supportent mieux les mélanges à teneur élevée, comme B100, que les nouveaux modèles. Cela a à faire avec les injecteurs de combustible; ils ont tendance à se boucher.

Y a-t-il des discussions en cours avec les fabricants de véhicules pour faire en sorte qu'ils adaptent leurs moteurs de sorte qu'ils puissent fonctionner aux mélanges à teneur élevée? Le Conseil canadien du canola participe-t-il à ces discussions? Devrions-nous pousser davantage sur ce plan?

M. Jim Everson: Ils sont très avancés. Tous les fabricants d'équipement agricole affirment que leur équipement supporte les taux exigés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

Le canola est bon pour la santé. On dit qu'il n'y a pas d'huile plus saine pour la consommation humaine sur le marché, mais elle est aussi bonne pour les injecteurs. Elle est très propre. C'est pour cette raison qu'elle fait un bon biocarburant.

• (1140)

M. Alistair MacGregor: Pour pouvoir faire preuve d'ambition et formuler des recommandations dans le cadre de notre rapport, nous devons savoir quelle est la capacité de l'industrie. Combien de temps vous faudra-t-il pour accroître votre production de manière à ce qu'elle puisse répondre aux objectifs ambitieux que nous devons nous fixer?

Je sais que vous avez connu une réussite récemment à l'égard du marché en Chine et que l'industrie du canola a de nombreuses priorités concurrentes, mais vous avez dit que les signaux de croissance étaient très forts. Si nous définissons des objectifs très ambitieux en ce qui concerne l'utilisation des biocarburants et l'élimination progressive des combustibles fossiles, à quelle vitesse l'industrie canadienne du canola pourra-t-elle réagir?

M. Jim Everson: D'après moi, la réglementation favorisera la croissance de l'industrie. Le canola se trouve dans une bonne position étant donné son potentiel de croissance. C'est une culture importante et bien établie; les agriculteurs ont l'habitude de travailler avec le canola.

Les autres produits comprennent les graisses animales et les huiles de cuisson usées qui proviennent des restaurants. Ce sont des sous-produits d'autres secteurs qui ne disposent pas des mêmes moyens d'accroître leur production que l'industrie du canola ou du soya. Selon moi, c'est l'effet qu'aura la demande créée notamment par la réglementation canadienne sur les combustibles.

On a mentionné tout à l'heure le Partenariat canadien pour l'agriculture et le programme des grappes, particulièrement des grappes scientifiques. À mon avis, le plus important, c'est d'éviter les interruptions dans les programmes novateurs visant à trouver des solutions agronomiques pour les producteurs, et de faire en sorte que la réglementation et les politiques fondées sur la science soient approuvées rapidement. Ces éléments peuvent travailler de concert avec les exigences qui ont été mises en place pour les biocarburants et d'autres secteurs.

Par ailleurs, le Conseil canadien du canola est une organisation d'exécution pour le Fonds d'action à la ferme pour le climat. Notre projet porte sur l'utilisation ciblée de l'azote.

De tels programmes sont renforcés par l'adoption de réglementation assurant l'accès aux marchés mondiaux et évitant aux agriculteurs de devoir face aux problèmes relatifs à l'accès aux marchés qui surviennent de temps à autre, ainsi que par l'approbation rapide de la réglementation. Ces éléments bonifieraient les programmes incitatifs qu'on est en train de mettre en place.

M. Alistair MacGregor: Finalement, j'ai cherché des exemples de pays partout dans le monde qui prennent des mesures énergiques dans le domaine de l'agriculture pour lutter contre les changements climatiques. Par exemple, la France investit massivement dans le développement de l'agroforesterie et du sylvopastoralisme. Pour sa part, l'Australie a lancé une stratégie nationale sur les sols parce que ses sols sont très vieux et très sensibles à l'érosion. Je pense que nous avons tous vu les effets des changements climatiques en Australie — les feux de forêt et les inondations catastrophiques.

D'après vous, le gouvernement fédéral devrait-il suivre l'exemple de ces pays et en faire plus pour que de telles stratégies soient mises en place au Canada? Avez-vous des réflexions à ce sujet?

M. Jim Everson: D'après moi, le Canada en fait beaucoup par l'intermédiaire du programme d'action à la ferme pour le climat et des cibles de réduction des émissions et de l'utilisation de l'azote, un élément très important pour l'industrie du canola, qui se sert beaucoup de l'azote. C'est un grand défi pour nous, en plus des autres enjeux dont nous avons parlé.

Je trouve le programme du Canada en matière de durabilité et de changements climatiques très progressif. À mesure que nous avançons, nous devons nous assurer que d'autres pays agissent aussi de manière proactive, car nous sommes en concurrence avec eux. Quand le Canada impose une taxe sur le carbone, les coûts des producteurs augmentent. L'adoption de pratiques visant à rendre le secteur agricole plus écologique ne doit pas nuire à notre capacité de soutenir la concurrence sur les marchés internationaux.

Le président: Merci, monsieur Everson.

Merci, monsieur MacGregor.

Nous passons à la deuxième série de questions.

Monsieur Falk, vous disposez de cinq minutes.

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins. Vos déclarations étaient très intéressantes.

Mes questions s'adressent aux représentants du Beef Cattle Research Council. Durant votre déclaration préliminaire, vous avez dit que vous aviez l'objectif de réduire vos émissions de gaz à effet de serre de 33 % d'ici 2030. Pouvez-vous nous dire aussi à combien vous pensez que votre taux d'augmentation de la production s'élèvera d'ici 2030? Comment prévoyez-vous d'atteindre votre objectif?

Mme Andrea Brocklebank: Je ne me rappelle pas le taux d'augmentation de la production. En ce qui concerne la réduction de 33 %, nos efforts sont centrés en grande partie sur la stabilisation des troupeaux. Cela dit, nous cherchons aussi des moyens d'augmenter notre production par animal; nous avons du succès sur ce plan depuis 20 ans.

Pour atteindre l'objectif de réduction de 33 %, nous nous concentrons en grande partie sur les possibilités offertes par les additifs alimentaires. Le 3-NOP qui a été mentionné est au sommet de la liste des priorités, mais nous en prenons d'autres en considération.

Nous examinons également des possibilités liées à la recherche et à la vulgarisation. Selon nous, la vulgarisation et le transfert technologique sont essentiels pour favoriser l'adoption, chez les agriculteurs, de pratiques bénéfiques, de nouvelles technologies, de nouvelles variétés de fourrage et d'aliments pour animaux, etc.

Notre autre domaine prioritaire est l'utilisation de déchets alimentaires et de déchets d'aliments pour animaux issus d'autres secteurs. Récemment, nous avons réussi à intégrer une grande variété de déchets alimentaires provenant de tous les secteurs de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que des producteurs de cultures auxquels nous sommes associés. Cette initiative nous permet d'utiliser des sous-produits qui ne seraient pas utilisés autrement, car heureusement, le bétail peut consommer des aliments de toutes sortes.

• (1145)

M. Ted Falk: Un peu dans le même ordre d'idées, vous avez parlé de l'importance des prairies, plus particulièrement des terres marginales, qui peuvent bien servir au bétail et qui permettent de produire une protéine de grande qualité.

Combien de bovins 160 acres de prairies peuvent-elles soutenir comparativement à 160 acres de luzerne?

Mme Andrea Brocklebank: Je ne peux pas vous donner une réponse précise parce que le nombre varie énormément d'un coin à l'autre du pays. Comme d'autres témoins l'ont déjà dit, ce que l'on peut produire dans une région comme le Sud de l'Alberta est complètement différent de ce que l'on peut produire dans les collines rocheuses de la Colombie-Britannique ou dans l'Est canadien. C'est la raison pour laquelle, je le répète, les programmes doivent être très souples.

Le système de production des 60 000 exploitations bovines d'un océan à l'autre est adapté à la région dans laquelle se trouve l'exploitation, à son écosystème et aux terres, ainsi qu'à l'intensité. Tout dépend de l'humidité et de la qualité du sol.

Je peux vous dire que les producteurs veulent adopter des pratiques durables parce qu'ils souhaitent léguer leurs exploitations à la prochaine génération. Comme nous nous efforçons d'utiliser des terres ne pouvant pas servir à la production de cultures, ce n'est pas toujours possible de faire une comparaison directe.

M. Ted Falk: Très bien, je vous remercie.

Monsieur Everson, j'aimerais vous demander quelques précisions. Vous avez dit que la réglementation ne devrait pas contraindre les agriculteurs à cesser leurs activités et qu'ils devraient être soutenus et non désavantagés.

L'incidence des taxes sur le carbone et du règlement proposé sur les engrais... Vous en avez parlé brièvement, mais pouvez-vous nous en dire plus sur les effets que ces mesures auront sur votre secteur?

M. Jim Everson: L'essentiel, et le message que j'essayais de transmettre, c'est qu'il faut faire en sorte que les mesures incitatives permettent aux producteurs de poser des gestes concrets; il faut aider les producteurs à aller de l'avant. On vient de parler des moyens d'y arriver.

M. Perron a demandé ce qu'on devrait faire pour les producteurs qui agissent déjà de manière proactive. Je répondrais que la durabilité n'est pas une destination; c'est un effort continu. Un producteur plus proactif que son voisin devrait quand même recevoir le soutien dont il a besoin pour passer à la prochaine étape et pour faire les investissements nécessaires pour avancer. Plusieurs programmes sont mis sur pied pour aider les producteurs à aller plus loin.

Par rapport à l'utilisation d'engrais azoté, l'industrie a adopté un plan stratégique pour augmenter la production de canola afin de répondre à la demande mondiale. Ce plan vise à augmenter le rendement des terres exploitées aujourd'hui, sans en accroître la superficie. Or, pour ce faire, il faut utiliser plus d'azote, ce qui n'empêche pas de réduire simultanément les émissions d'azote. Nous allons collaborer avec le gouvernement pour réduire les émissions, mais pas en imposant aux producteurs de canola de la réglementation sur l'utilisation de l'azote.

À la place...

M. Ted Falk: Le gouvernement a-t-il pris un engagement en ce sens?

M. Jim Everson: À la place, par l'intermédiaire du Fonds d'action à la ferme pour le climat, nous espérons...

Le président: Monsieur Everson, je suis désolé, mais le temps est écoulé. Je vais vous accorder 15 secondes pour que vous puissiez répondre. Je n'essaie pas de vous couper la parole.

M. Jim Everson: Nous voulons faire en sorte que les producteurs disposent de tous les outils dont ils ont besoin pour utiliser l'azote de manière ciblée, afin qu'ils puissent s'en servir plus sagement dans leurs exploitations et en plus petite quantité, ce qui réduira les émissions.

Le président: Merci, monsieur Falk.

Merci, monsieur Everson.

Monsieur Drouin, vous disposez de cinq minutes.

M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins de leur présence.

Ma première question s'adresse à Mme Haverstock; elle fait écho à la question de mon collègue M. Barlow. Je n'ai pas bien compris ce que vous avez dit au sujet du 3-NOP. La société DSM a-t-elle déposé une demande au Canada ou non? Le savez-vous?

• (1150)

M. Reynold Bergen: Je pense que la question s'adresse au BCRC, mais je vous demande pardon si vous préférez répondre, madame Haverstock.

À ma connaissance, DSM n'a pas encore déposé de demande d'approbation au Canada. Nous comprenons qu'une des raisons est la petite taille du marché canadien, mais nous savons aussi qu'un des grands problèmes, c'est que la clarté du processus de réglementation est une priorité absolue pour les entreprises qui doivent décider quels marchés explorer.

M. Francis Drouin: Savons-nous si DSM a la capacité de fournir son produit partout où il a été approuvé récemment? Vos renseignements proviennent-ils directement de DSM? Je vais m'adresser à la société.

M. Reynold Bergen: Oui, les renseignements que je vous ai présentés proviennent directement du représentant de DSM. C'est ce qu'il a dit durant une réunion qui a eu lieu la semaine dernière ou la semaine précédente. Je sais aussi que la société est en train d'accroître sa capacité de production à l'échelle mondiale et d'établir des partenariats qui lui permettront d'augmenter l'offre pour répondre à la demande.

M. Francis Drouin: Merci. Je vais m'adresser à la société.

Monsieur Everson, il va sans dire que le Conseil canadien du canola participe aux dossiers les plus importants de l'industrie du canola. Vous avez parlé de la séquestration du carbone par le canola. D'après vous, votre secteur pourrait-il en faire plus? Travaillez-vous là-dessus directement avec les universités?

M. Jim Everson: Oui, tout à fait, et on pourrait former davantage de partenariats.

Comme je le disais, la plante capture le carbone, ce qui est bénéfique. Une formidable dynamique a lieu : elle retire le dioxyde de carbone de l'air et le transforme en nutriments. Si nous parvenons à augmenter notre rendement, nous pourrions capturer plus de carbone avec la même superficie de terre. La solution revient ainsi à ce dont nous avons discuté, soit l'innovation et le fait de s'assurer

d'avoir une économie novatrice axée sur l'agriculture. Il faut pouvoir compter sur une panoplie de facteurs : des approbations réglementaires; des objectifs de réglementation clairs quant à l'innovation en sélection de végétaux, par exemple; des règles claires et fondées sur la science à l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire pour que les gens puissent investir avec confiance; et de l'innovation en agronomie, dans le programme de grappe scientifique et en investissements continus pour créer de nouveaux moyens de répondre à la demande mondiale tout en tenant compte des enjeux environnementaux.

M. Francis Drouin: J'ai discuté avec M. Harper — pas le M. Harper que nous connaissons tous, mais je dirais qu'il est l'équivalent de cette célébrité dans l'industrie — qui a chiffré les coûts pour adapter l'agriculture de précision dans les exploitations agricoles. Ils peuvent se situer entre près d'un demi-million de dollars et près d'un million de dollars. Selon vous, serait-il bénéfique que le gouvernement continue à collaborer avec les agriculteurs si on leur demande d'adapter des technologies qui peuvent réduire leurs émissions de carbone ou réduire leurs émissions, comme vous l'avez mentionné, provenant des engrais?

À titre d'exemple, nous savons qu'il existe une technologie pour épandre les engrais directement dans le sol, ce qui élimine leurs émissions. Serait-ce une solution bénéfique à votre avis?

M. Jim Everson: C'est sans contredit la meilleure chose à faire. Il y a toute une variété d'agriculteurs. D'un côté, il y a ceux qui n'ont pas suffisamment analysé leurs sols et qu'on peut inciter à effectuer cette analyse, à cartographier leur exploitation et à prendre des décisions judicieuses en matière d'azote. Ces démarches sont très peu coûteuses. De l'autre côté, on trouve les agriculteurs qui sont plus proactifs et qui ont déjà pris certaines de ces mesures. Afin de poursuivre leurs pratiques — à divers degrés — de l'approche 4B dans leurs fermes, ils doivent réaliser des investissements considérables pour de la nouvelle machinerie qui coûte les yeux de la tête. Je crois que ces producteurs sont réellement des modèles à suivre pour l'industrie et leurs confrères.

Il est essentiel que le contexte réglementaire favorise l'innovation et incite les producteurs à prendre la bonne voie : comme un autre témoin l'a exprimé aujourd'hui, les agriculteurs veulent adopter des pratiques durables et léguer leurs fermes en meilleur état que celui dans lequel ils en ont hérité. Des mesures incitatives leur permettront de s'orienter dans cette direction.

Le président: Il vous reste 10 secondes.

Vous êtes formidable, mais pas assez pour ne pas tout de suite donner la parole à M. Perron qui disposera de deux minutes et demie.

[Français]

M. Yves Perron: Merci, monsieur le président.

Monsieur Everson, je vais continuer en me basant sur vos réponses antérieures. Vous avez dit qu'il était important d'encourager les gens qui avaient déjà de bonnes pratiques. Au sujet de la génétique de pointe, entre autres, vous avez dit qu'il ne fallait pas trop la réglementer. Un peu plus loin, vous avez dit qu'il fallait avoir une réglementation efficace et basée sur la science.

Finalement, ce que vous dites au Comité, c'est qu'il ne faut pas enlever toute réglementation, mais plutôt avoir une réglementation basée sur la science et efficace. Est-ce bien cela?

• (1155)

[Traduction]

M. Jim Everson: Exactement. Je pense aussi que la population tient à ce que la réglementation soit rigoureuse et que nos institutions comme l'Agence canadienne d'inspection des aliments et l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire prennent des décisions fondées sur la science en notre nom.

Je ne prône pas l'élimination de la réglementation. Il nous faut une réglementation sensée qui s'adapte rapidement au contexte en évolution tout en garantissant la salubrité et l'efficacité de nos produits.

[Français]

M. Yves Perron: Merci beaucoup.

Puisque vous parliez du public, justement, pensez-vous que l'on devrait instaurer un étiquetage pour l'informer de l'utilisation de nouveaux types de semences?

[Traduction]

M. Jim Everson: Je crois qu'il nous faut un système transparent pour que les fabricants homologuent leurs produits à un endroit où tout le monde pourra consulter les caractéristiques et aspects clés desdits produits. Ainsi, tout un chacun saura en quoi consistent les produits.

Pour ce faire, on pourrait miser sur un système d'étiquetage des produits ou simplement sur un processus réglementaire permettant aux consommateurs de trouver l'information. Alors que des innovations en matière de semences voient le jour, Santé Canada élabore une nouvelle politique en la matière. La transparence en fait partie intégrante pour garantir que les personnes et les compagnies qui lancent des produits les homologuent et divulguent clairement le processus qui a mené à la création de la semence.

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Perron et monsieur Everson.

Monsieur MacGregor, vous avez la parole.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor: Merci, monsieur le président.

Je crois que j'aimerais m'adresser au Beef Cattle Research Council pour cette intervention.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez mentionné la forsterie en bandes, c'est-à-dire des lisières de forêts mêlées à du bétail. Dans une autre vie, j'ai été planteur d'arbres. J'en ai planté partout en Colombie-Britannique, notamment dans le ranch du Lac Douglas où il fallait porter une attention spéciale aux déplacements du bétail. Nous devons donc planter nos arbres à proximité d'obstacles afin de détourner l'itinéraire des animaux.

J'ai mentionné l'exemple de la France où on trouve des bijoux en agroforesterie : on permet aux moutons et au bétail — et parfois à d'autres animaux — de se promener dans les terrains boisés matures. L'objectif est de faire en sorte que la terre produise de multiples matières et remplisse différents rôles.

Pouvez-vous nous donner plus de détails sur vos efforts en ce sens ici au Canada? Si les effets sont aussi positifs, que pouvons-nous, en tant que comité, recommander pour favoriser la popularisation de cette pratique?

M. Reynold Bergen: Bien sûr, je peux répondre à votre question.

Le projet auquel Mme Brocklebank fait référence a été financé dans le cadre de l'actuel regroupement scientifique pour le boeuf, ce qui veut dire que le projet a commencé en 2018 et que nous disposons de données recueillies au cours des quatre dernières années.

Tous ces changements, qu'il s'agisse de l'environnement ou de la taille des arbres, s'échelonnent sur de longues périodes, alors ce qu'il faut vraiment retenir est que, parfois, il faut compter beaucoup de temps pour obtenir des réponses à des questions de recherche.

Les avantages pour la croissance des arbres sont attribuables aux larges bandes qui séparent les arbres et qui leur donnent ainsi plus d'ensoleillement. Le fourrage profite aussi de cet ensoleillement accru; les conditions sont donc gagnantes pour les arbres, le bétail et l'environnement.

Ai-je répondu à votre question?

M. Alistair MacGregor: Oui, et que voulez-vous que le gouvernement fédéral fasse de plus pour favoriser ces types de pratiques?

M. Reynold Bergen: Pour revenir aux commentaires de Mme Brocklebank de tout à l'heure sur la durée du financement de la recherche, je dirais que du financement échelonné sur cinq ans dissuade les chercheurs à entreprendre des projets qui nécessitent 20 ans avant d'obtenir des réponses.

M. Alistair MacGregor: Merci.

Le président: Merci, monsieur MacGregor. Le temps est écoulé.

Je vais poser une brève question à Mme Haverstock étant donné mon lien à la vallée de l'Annapolis. Soit dit en passant, merci d'avoir relevé notre belle vallée.

J'ai deux questions sur l'agriculture en environnement contrôlé. Vous travaillez dans le secteur horticole. Les entreprises qui me viennent à l'esprit sont entre autres Den Haan, Nova Agri et Vermeulen dont les activités prennent différentes formes d'agriculture en environnement contrôlé.

Croyez-vous que ce sera une des voies importantes de l'avenir pour la production alimentaire?

Deuxièmement, le gouvernement du Canada a-t-il une responsabilité ou un rôle à cet égard, ou vaut-il mieux que le secteur privé, là où des capitaux sont disponibles, finance ces initiatives?

• (1200)

Mme Jennifer Haverstock: C'est une excellente question. Merci beaucoup.

Je dirais que, en Nouvelle-Écosse, et partout au Canada à vrai dire, l'avenir de l'alimentation dépendra vraiment de l'agriculture en environnement protégé ou contrôlé — surtout en horticulture — pour garantir la sécurité alimentaire. Les investissements des derniers temps au niveau régional ont appuyé cette transition.

Je crois qu'un des facteurs qui a contribué à promouvoir cette agriculture — qui, je le répète, attire beaucoup d'intérêt — est l'appui que l'industrie et, appelons-les ainsi, les cultivateurs de plein champ ont reçu du gouvernement pour les aider à adopter l'agriculture en environnement contrôlé. C'est utile justement parce que le gouvernement les appuie pendant la transition. L'aide prend parfois la forme de subventions, mais un autre élément important du programme est la recherche et la bonification de l'appui au niveau local pour faire la transition. Ces mesures aident vraiment les cultivateurs à démystifier cette méthode et à se sentir épaulés alors qu'ils investissent des sommes importantes pour faire progresser leur industrie.

Le président: Merci beaucoup.

Je regarde le député de Leamington, qui s'y connaît en agriculture en environnement contrôlé.

Je remercie sincèrement tous les témoins. Merci d'être des chefs de file dans vos rôles respectifs dans le milieu agricole, et merci d'avoir été parmi nous aujourd'hui. Passez un agréable après-midi.

Chers collègues, nous allons suspendre la séance pendant deux minutes pour ensuite discuter de travaux du Comité à huis clos.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>